COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

----- EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE -----

Séance du 9 juillet 2010
(convocation du 28 juin 2010)

Aujourd'hui Vendredi Neuf Juillet Deux Mil Dix à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. OLIVIER Michel, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SEUROT Bernard, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, M. AMBRY Stéphane, M. ASSERAY Bruno, Mme BALLOT Chantal, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. EGRON Jean-François, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, M. POIGNONEC Michel, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RAYNAUD Jacques, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUVEYRE Matthieu, M. SENE Malick, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. DAVID Alain à M. EGRON Jean-François à partir de 10h15	M. CHARRIER Alain à M. GUICHOUX Jacques de 9h50 à 10h20
M. BRON Jean-Charles à M. BRUGERE Nicolas	Mlle. COUTANCEAU Emilie à M. DOUGADOS Daniel
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. DUPRAT Christophe	M. DUART Patrick à M. GARNIER Jean-Paul
M. GAUTE Jean-Michel à M. RAYNAL Franck	M. DUPOUY Alain à M. DUCASSOU Dominique
M. GELLE Thierry à M. BONNIN Jean-Jacques	Mme EL KHADIR Samira à Mme DELTIMPLE Nathalie jusqu'à 10h30
M. LABARDIN Michel à M. QUERON Robert jusqu'à 10h15	M. FEUGAS Jean-Claude à M. GUICHARD Max
M. LAMAISON Serge à Mme. BALLOT Chantal	M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. MOULINIER Maxime jusqu'à 10h05
Mme LIRE Marie Françoise à Mme. LAURENT Wanda	M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à M. DAVID Yohan
M. PIERRE Maurice à M. SOUBABERE Pierre	M. JOANDET Franck à Mme NOEL Marie-Claude à compter de 10h35
M. SAINTE-MARIE Michel à M. LABISTE Bernard à partir de 10h35	M. LOTHAIER Pierre à Mme. TOUTON Elisabeth
Mme. DE FRANCOIS Béatrice à M. FREYGEFOND Ludovic	M. MANGON Jacques à M. ROBERT Fabien
M. ANZIANI Alain à Mme. EWANS Marie-Christine	M. MERCIER Michel à M. RAYNAUD Jacques
M. BAUDRY Claude à M. SAINTE-MARIE Michel	Mme. PIAZZA Arielle à Mme. BREZILLON Anne
Mme. CAZALET Anne-Marie à M. CAZENAVE Charles	M. QUANCARD Denis à M. JUNCA Bernard
	Mme. SAINT-ORICE Nicole à M. SIBE Maxime

LA SEANCE EST OUVERTE

BEGLES- Réalisation d'un sécheur de boues sur la station de traitement des eaux usées Clos de Hilde- Déclaration de projet-

Monsieur TURON présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

I - Objet de la déclaration de projet

Les procédures de mise à l'enquête publique du projet de réalisation d'un sécheur de boues sur la station d'épuration de traitement des eaux usées Clos de Hilde, dont le lancement a été autorisé par délibération n°2006/0878 du 22 décembre 2006, et le marché attribué par délibération 2009/0503 du 10 juillet 2009, concernent :

- une enquête publique au titre des art. L 512-1 et suivants du Code de l'Environnement régissant les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). A noter que la demande d'autorisation d'exploitation au titre des installations classées est relative, d'une part à la nouvelle unité de séchage des boues à réaliser et, d'autre part, à la régularisation des installations existantes sur la station d'épuration relevant de la nomenclature ICPE. Le régime est l'autorisation, à la fois pour les installations existantes (rubrique 2910-B concernant une installation de combustion de biogaz), et pour le sécheur de boues à construire (rubrique 322 activité occasionnelle de réception de boues extérieures à la station d'épuration mais provenant d'autres stations communautaires).
- une enquête publique Travaux au titre de l'article L 123-1 du Code de l'Environnement, (loi dite Bouchardeau) visant à la prise en compte des préoccupations environnementales révélées par les études d'impact. Le projet relève de la rubrique 17 (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation).

L'arrêté du Préfet du 20 avril 2010 prescrivant le déroulement des enquêtes publiques précise, dans son article 1^{er}, que l'enquête publique ICPE vaut enquête publique au titre de l'article L 123-1 du Code de l'Environnement.

Ces enquêtes publiques se sont déroulées conjointement du 10 mai 2010 au 11 juin 2010.

A noter que depuis le 1^{er} juillet 2009, l'avis de l'autorité administrative compétente en matière d'environnement (qualifiée d'autorité environnementale dans la suite) est également joint aux dossiers mis à l'enquête publique.

S'agissant de la procédure d'enquête publique « ICPE », le préfet est compétent pour statuer sur l'autorisation de travaux sollicitée.

En application de l'article L.126.1 du code de l'Environnement, notre Etablissement Public doit se prononcer à l'issue de l'enquête publique Travaux, par déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée.

II - Déroulement du projet

La Communauté urbaine de Bordeaux s'est lancée, depuis 1998, dans un important programme de mise en conformité des rejets de toutes ses stations d'épuration. Par délibération du Conseil de Communauté du 27 octobre 1998, un Schéma Directeur des eaux résiduaires a été approuvé, prévoyant une planification des investissements en particulier de mise aux normes et d'extension des stations d'épuration communautaires.

La mise en œuvre du Schéma Directeur des Eaux Résiduaires, ainsi que le développement de l'agglomération, qui s'accompagne d'un accroissement de la population et de l'activité afférente, conduit à une augmentation progressive de la quantité des boues produites sur les stations d'épuration.

Dans ce cadre, une stratégie de valorisation de l'ensemble des boues communautaires à l'horizon 2015 a été adoptée par délibération n° 20 05/0558 du 8 juillet 2005.

Cette stratégie doit se décliner de façon opérationnelle notamment par la réalisation d'un sécheur de boues sur la station d'épuration de Clos de Hilde.

Par délibération n° 2006/0878 du 22 décembre 2006, le Conseil de Communauté a, dès lors, décidé le lancement d'un appel d'offre restreint de type « conception-réalisation » en vue de la dévolution des travaux de réalisation du sécheur de boues de la station Clos de Hilde.

Après ouverture des offres le 6 février 2008, la commission d'appel d'offres réunie en jury le 24 septembre 2008 s'est prononcée en faveur de l'offre du groupement DEGREMONT SAS/VIGIER/SPIE Sud Ouest/Thierry Sauvee.

Le montant initial de l'offre retenue s'établit à 6 935 700 € H.T, soit 8 295 097,20 € T.T.C.

Le marché a ainsi été attribué au groupement d'entreprises dont DEGREMONT SAS est mandataire par délibération n° 2009/0503 du 10 juillet 2009.

Les études d'impact mises à l'enquête publique

La Communauté urbaine étudie l'impact du projet retenu de la réalisation du sécheur de boues et le compare à celui de la situation actuelle.

Pour informer le public du projet retenu et de son impact, recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions, l'étude d'impact de ce projet est soumise à l'enquête publique.

Une enquête sur l'impact de ce projet concernant les opérations relevant de la nomenclature des installations classées (ICPE) étant par ailleurs obligatoire, le président de la Communauté urbaine, dans le souci d'un meilleur accès aux dossiers et d'une meilleure compréhension du public, a sollicité le préfet par courrier du 15 avril 2010 pour un déroulement conjoint des enquêtes et la désignation d'un seul et même commissaire enquêteur.

III - Objet de l'opération

La mise en œuvre du Schéma Directeur des Eaux Résiduaires urbaines communautaire conduit, notamment à travers la mise aux normes des filières de traitement des stations d'épuration, et à travers la suppression par temps sec des rejets directs d'eaux usées au milieu naturel, à une amélioration de la dépollution des eaux, et donc à une augmentation de la production de boues à valoriser.

Cette augmentation est renforcée par le développement de l'agglomération qui se traduit, en parallèle de l'activité générée, par un accroissement des quantités de pollution domestique et industrielle produites, et donc la nécessité de les traiter.

A ceci s'ajoute la nécessité de prévoir sur le territoire communautaire une réserve de capacité de traitement de 30 % pour le secours de la filière agricole (conformément aux préconisations du Schéma Départemental de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés).

Dans ce contexte, la Communauté urbaine de Bordeaux a défini en 2005 une stratégie de valorisation de l'ensemble de ses boues à l'horizon 2015.

La réalisation du sécheur de boues sur le site de Clos de Hilde s'inscrit comme un élément opérationnel déclinant cette stratégie.

Il est dimensionné pour :

- absorber l'augmentation des boues produites, sur le site de Clos de Hilde
- secourir la filière agricole.

La réalisation du sécheur présente beaucoup d'intérêts car elle offre :

- une réponse à la problématique de l'élimination/valorisation des boues à l'horizon 2015,
- à la Communauté urbaine de Bordeaux la possibilité de maîtriser le devenir de ses boues de façon autonome,
- une possibilité de secours pour les autres stations d'épuration communautaires, y compris celles ayant pour débouché la filière agricole, en cas de boues ponctuellement non conformes,

- une souplesse plus importante pour la valorisation finale des boues séchées (possibilité d'incinération en cimenteries ou sur un autre incinérateur), notamment en cas d'arrêt d'un four,

- une possibilité d'optimiser le coût de revient du sécheur et de la co-incinération,

- une synergie avec la station actuelle en permettant une valorisation du biogaz produit sur l'usine pour sécher les boues.

IV – Programme de l’opération

Le sécheur est dimensionné pour pouvoir traiter 14160 T/an de boues brutes soit 4248 T/an de matières sèches. Les boues brutes déshydratées sont considérées à une siccité de 30%. La siccité des boues séchées exigée en sortie du sécheur est supérieure ou égale à 90%.

La prestation comprendra la réalisation complète du (ou des) bâtiment(s) abritant l'ensemble des équipements nécessaires au séchage des boues.

Le ou les bâtiments abritant le sécheur seront entièrement couverts et désodorisés, y compris l'aire de chargement de boues séchées. L'unité de désodorisation sera à réaliser dans le cadre du marché et indépendante de la désodorisation existante de la station.

La prestation comprendra le raccordement du sécheur aux différentes utilités nécessaires à son fonctionnement et présentes sur la station, notamment pour :

- la fourniture d'eau industrielle,

- l'amenée des boues depuis le bâtiment des boues de la station. Le Concepteur-Réalisateur devra, de plus, dans les locaux du bâtiment des boues prévus à cet effet, installer les équipements nécessaires au transfert des boues vers le sécheur,

- l'alimentation en biogaz (et appoint en gaz de ville),

- le retour des condensats en tête de la station,

- les raccordements électriques, etc...

Les apports de boues extérieures (en secours de la filière agricole) d'autres stations communautaires devront pouvoir être stockés dans une bache située dans le bâtiment du sécheur.

Le stockage des boues séchées se fera dans des bennes et/ou en silo.

Les boues séchées auront pour destination de base la valorisation agronomique. Une valorisation par incinération avec les ordures ménagères sur le site voisin d'ASTRIA ou en cimenterie devra néanmoins être possible, comme filière alternative de valorisation.

L'installation comprendra également :

- l'automatisation, l'instrumentation et la supervision des équipements.
- l'évacuation des eaux pluviales des voiries et des toitures par solutions compensatoires d'assainissement pluvial.

Une attention importante a été accordée à la sécurité du personnel d'exploitation et des installations, notamment par rapport au risque incendie et explosion :

- température du fluide de séchage limitée pour éviter l'auto-inflammation des boues,
- température de boues limitée après refroidissement en sortie sécheur pour éviter l'auto-échauffement,
- absence de formation de poussières ou parfaite maîtrise de leur inertage,
- installation de systèmes de détection incendie ou explosivité.

V – L'enquête publique au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

L'enquête publique, en application de « la nomenclature ICPE », s'est déroulée du 10 mai au 11 juin 2010. Elle vaut enquête publique Travaux (dite Bouchardeau) au titre de l'article L 123-1 du Code de l'Environnement.

Le dossier a été mis à disposition du public dans les mairies de Bègles (siège de l'enquête) et de Floirac, Bouliac, Latresne, et Villenave d'Ornon.

V- A – Les avis exprimés

Au vu du registre clôturé le 11 juin 2010 par le Commissaire Enquêteur, on ne relève aucune observation formulée par le public.

Le Commissaire Enquêteur dans son procès verbal des observations (annexes 1 et 2), remis à la Communauté Urbaine le 11 juin 2010, a fait deux observations:

- "En regard de l'analyse détaillée des risques [...], il serait souhaitable de développer les avantages environnementaux, économiques et autres, de la mise en place de ces nouvelles installations [...]"
- "le dossier produit fait apparaître le coût des mesures compensatoires. Il serait nécessaire de disposer d'un détail plus poussé de ces différents coûts, en particulier le montant affecté à la gestion paysagère du site [...]."

A noter qu'en parallèle, l'autorité administrative compétente en matière d'environnement a également émis un avis le 19 avril 2010, qui précise que le projet est favorable pour l'environnement.

V- B – Les conclusions et avis du commissaire enquêteur

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur, Monsieur Claude Armand, a émis l'avis conclusif suivant (annexe 4):

« **Sur le fond**, l'intérêt collectif du projet est évident pour l'hygiène, la salubrité publique et l'environnement. Il n'a pas suscité d'opposition du public ni des associations attachées à la préservation de l'environnement, et correspond à une nécessité face à l'accroissement de la population de l'agglomération bordelaise.

En conséquence, j'émet un Avis Favorable sans réserve sur le dossier soumis à l'enquête publique. »

Du rapport du commissaire enquêteur, conclusions et avis rendu public, on peut relever les principaux points suivants :

Sur les avis exprimés

Dans ses conclusions, le commissaire enquêteur indique que:

« L'information du public par voie de presse et d'affichage a été faite de manière satisfaisante et la procédure d'enquête a été suivie normalement à tous égards. Le projet n'a entraîné aucune opposition du public; mais n'a suscité aucune visite lors des permanences, aucun envoi de courrier; aucune observation écrite n'a été portée par le public sur le registre d'enquête».

Sur l'enquête publique et son déroulement

Le commissaire enquêteur valide le déroulement de l'enquête.

« **Sur la forme**, l'enquête publique relative à ces travaux s'est déroulée de manière satisfaisante et les habitants concernés ont été informés et ont eu l'occasion de s'exprimer comme ils le désiraient ».

Sur le dossier d'enquête

Le commissaire enquêteur indique dans son avis motivé que:

« Comme prescrit par le Code de l'Environnement, le pétitionnaire a produit une étude d'impact et une étude de dangers, avec volet sanitaire et prise en compte de l'environnement spécifique du site. Le dossier, avec son mémoire en réponse, est très complet et me paraît apporter l'ensemble des informations techniques et environnementales nécessaires ».

V - C – L'avis de l'autorité environnementale

L'avis est produit en annexe 5 de la présente délibération.

Dans sa conclusion, il indique notamment que « le dossier a correctement identifié et pris en compte les enjeux environnementaux qui sont dans l'ensemble modestes.

Le projet est en lui-même favorable pour l'environnement. L'évaluation des impacts paraît maîtrisée et les mesures compensatoires ou d'intégration adaptées ».

L'avis formule néanmoins quelques observations et demandes de précisions complémentaires concernant :

- l'élargissement des paramètres à analyser permettant de caractériser les rejets atmosphériques issus de la combustion du biogaz (composés organiques volatils, acide chlorhydrique, fluorhydrique et métaux).
- l'élargissement du contrôle périodique des émissions atmosphériques des chaudières aux chaudières de secours.
- dans le cadre de l'étude de danger, l'efficacité des mesures compensatoires visant à réduire les distances d'effets des surpressions susceptibles d'être générées par l'explosion d'un digesteur ou du local séchage de boues.

V - D – Les réponses du maître d'ouvrage

V.D.1 – Réponses aux observations du commissaire enquêteur

Les réponses apportées au rapport du commissaire enquêteur figurent dans un mémoire en réponse aux observations du commissaire enquêteur (annexe 3 de la présente délibération). Ces réponses s'appuient d'une part sur des pièces extraites du dossier mis à l'enquête publique et, d'autre part, sur des compléments d'informations, notamment réglementaires. Elles apportent les justifications et précisions complémentaires requises.

V.D.2 – Réponses à l'avis de l'autorité environnementale

Les réponses apportées à l'avis de l'autorité environnementale figurent dans un mémoire en réponse (annexe 5 de la présente délibération). Ces réponses s'appuient à la fois sur des éléments présents dans le dossier mis à l'enquête publique et sur des éléments complémentaires fournis. Elles apportent les justifications et précisions complémentaires requises.

VI - Nature et motifs des principales modifications apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique ICPE

Une modification sera apportée au projet concernant les contrôles périodiques des installations :

- contrôle des émissions atmosphériques des chaudières de secours à une fréquence égale à celles des chaudières en service,

Cette modification permet de répondre à une observation de l'avis de l'autorité environnementale.

VII - La justification de l'intérêt général de l'opération projetée

VII - A - Motifs et considérations justifiant le caractère d'intérêt général de l'opération

L'opération, en s'intégrant à la chaîne de traitement d'une station d'épuration, participe par nature à la préservation de l'environnement et du cadre de vie : une station d'épuration a en effet pour fonction de traiter les eaux usées (et une fraction des eaux de temps de pluie) collectées sur l'ensemble d'un bassin de population et d'acteurs économiques. Son activité concourt donc à la fois au maintien d'un niveau satisfaisant d'hygiène et de salubrité publique et à la préservation et à l'amélioration de la qualité des milieux récepteurs.

L'opération est une condition au développement de l'agglomération, tant sur le plan de l'urbanisme que du développement économique.

La Communauté urbaine de Bordeaux ayant l'obligation de la collecte et du traitement des eaux usées sur l'ensemble de son territoire (situé en zone d'assainissement collectif), son développement est notamment conditionné par le fait de disposer de stations d'épuration dont les capacités de traitement sont suffisamment importantes et complètes pour pouvoir accepter de nouveaux flux de pollution résultant de l'accroissement de la population ou de l'activité économique.

L'ajout d'un sécheur de boues dans la filière de traitement des boues de Clos de Hilde permet ainsi :

- de garantir une qualité des boues maîtrisée pour une valorisation agricole, dans le respect des objectifs du Schéma Départemental de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés,
- de diminuer la quantité de boues à transporter de la station vers les sites de valorisation et donc de limiter, par là même, le trafic de camions et d'améliorer le bilan carbone,
- d'offrir une possibilité de secours pour les autres stations d'épuration communautaires en cas de boues ponctuelles non-conformes (séchage de boues puis co-incinération avec les ordures ménagères ou en cimenterie).

Le financement de l'opération est inscrit au Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI) 2010-2014, adopté par le Conseil de Communauté le 18 décembre 2009.

L'opération est compatible avec la capacité financière de la Communauté urbaine de Bordeaux. Elle ne bénéficie d'aucune subvention de l'Agence de l'Eau Adour Garonne.

La dépense est répartie sur les années 2009 à 2012, les coûts correspondant aux travaux de réalisation du sécheur seront imputés au budget annexe assainissement, à hauteur de 8 295 097,20 € T.T.C (hors révision de prix).

VII - B - Les points forts du projet :

Les points forts à mettre à l'actif du projet sont pour l'essentiel :

- une opération positive d'un point de vue environnemental par la mise en œuvre de techniques visant :

- à limiter les émissions de gaz à effet de serre et à développer l'utilisation de biogaz pour sécher les boues,
- à réduire la quantité de boues à valoriser hors du site limitant ainsi les rotations des camions et améliorant le bilan carbone global,

- une opération compatible avec les plans et programmes concernés (SDAGE Adour Garonne, Sage Estuaire, PLU, PPRI Garonne, Plan Départemental de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés) ;

- une opération permettant à la Communauté Urbaine de Bordeaux de maîtriser le devenir de ses boues de façon autonome.

VII - C - Les points faibles du projet

Les inconvénients du projet sont liés à la production et à l'utilisation du biogaz.

L'impact de l'installation sur son environnement immédiat est cependant nettement pris en compte et intègre les observations faites dans le cadre de l'enquête publique :

- l'étude de danger réalisée pour prendre en compte les risques liés à l'utilisation d'énergie renouvelable (combustion du biogaz) et l'efficacité des mesures compensatoires visant à réduire les distances d'effets en cas de risque d'explosion seront validées par la DREAL avant la construction,

VII - D - Le bilan points forts/points faibles

Compte tenu des enjeux d'agglomération que constituent à la fois la gestion durable et la préservation de l'environnement, le développement urbain et économique du bassin de collecte de Clos de Hilde, le projet de réalisation du sécheur de boues constitue un élément important du développement de l'agglomération.

Les techniques mises en œuvre permettent notamment la valorisation et la réduction des quantités de boues à évacuer, contribuant ainsi à réduire les rejets en gaz à effet de serre.

Le projet de mise aux normes de la station intègre les contraintes liées à la production, en stockage et à la consommation de biogaz, qui constitue un élément de faiblesse.

L'impact de l'installation sur son environnement immédiat est nettement pris en compte et renforcé par l'intégration d'observations issues de l'enquête publique.

De l'importance des points forts par rapport aux points faibles, il ressort que ce projet présente un bilan favorable.

Au vu de ces éléments, l'opération projetée de construction d'un sécheur de boues sur la station Clos de Hilde présentée à l'enquête publique et assortie des modifications apportées au vu de l'enquête publique peut manifestement être qualifiée d'intérêt général par la Communauté urbaine de Bordeaux et pour l'agglomération.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir, si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.126-1,

Vu l'arrêté du Préfet de la Gironde en date du 20 avril 2010 prescrivant l'organisation d'enquêtes publiques conjointes,

Vu l'ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux en date du 7 avril 2010 désignant Monsieur Claude ARMAND en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Monsieur Hubert BOUTEILLER en qualité de suppléant,

Vu l'avis en date du 18 juin 2010 rendu par le commissaire enquêteur et notifié au maître d'ouvrage le 18 juin 2010 par Monsieur le Préfet de la Gironde,

Vu l'avis de l'autorité administrative compétente en matière d'environnement transmis au maître d'ouvrage le 21 avril 2010 et joint aux dossiers mis à l'enquête publique,

Vu d'une part, le mémoire en réponse aux conclusions et avis émis par le commissaire enquêteur, joint aux présentes,

Vu d'autre part, le mémoire en réponse à l'avis de l'autorité administrative compétente en matière d'environnement au titre des installations classées, joints aux présentes,

Entendu le rapport, de présentation,

Considérant :

La mention de l'objet de l'opération, les principales modifications apportées au projet au vu des résultats des enquêtes publiques et de l'avis de l'autorité administrative compétente en matière d'environnement, et l'exposé des motifs et considérations justifiant son intérêt général tel que figurant au rapport ci avant ;

Que les modifications apportées au projet au vu des résultats desdites enquêtes n'ont pas d'incidence sur l'économie générale du projet ;

Que l'opération projetée de construction d'un sécheur de boues sur la station d'épuration Clos de Hilde, telle que précisée par les réponses aux avis et conclusions du commissaire enquêteur présente, notamment au vu de sa compatibilité avec les documents de planification et d'un bilan favorable, un intérêt général manifeste ;

Décide :

Article 1^{er} : il est satisfait à la recommandation émise par le commissaire enquêteur en approuvant le projet de construction d'un sécheur de boues sur la station d'épuration Clos de Hilde, mis à l'enquête tel que précisé par les réponses à l'avis et aux conclusions du commissaire enquêteur sur le dossier d'enquête au titre des installations classées (ICPE), valant enquête publique au titre de l'article L 123-1 du Code de l'Environnement.

Article 2 : l'avis de l'autorité administrative compétente en matière d'environnement est pris en compte en approuvant le projet de construction d'un sécheur de boues sur le Clos de Hilde tel que précisé par les réponses à cet avis.

Article 3 : l'opération projetée de mise aux normes de la station d'épuration Clos de Hilde devant être réalisée rue Louis Blériot à Bègles est déclarée d'intérêt général.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

M. JEAN-PIERRE TURON

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 9 juillet 2010,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
27 JUILLET 2010**

PUBLIÉ LE : 27 JUILLET 2010